TRIBUNE

« Quand les associations s'arrêtent, c'est toute la société qui en pâtit » : l'alarme sonnée par quatre-vingt de leurs représentants

Contraintes par les restrictions budgétaires à abandonner des missions les unes après les autres, les associations donnent l'alerte sur l'insuffisance des moyens pour maintenir la solidarité. « Et si nous arrêtions vraiment ? », s'interrogent plus de quatre-vingt de leurs représentants dans une tribune collective.



« Il est temps que les responsables publics disent clairement quels accompagnements notre pays entend garantir, avec quels moyens et quelle organisation », écrivent les auteurs. (Photo iStock)

Par **Tribune collective**

Publié le 30 oct. 2026 à 11:05

Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Nous avons longtemps alerté, argumenté, négocié. Puisé dans nos réserves, repoussé des investissements, réorganisé nos équipes, demandé toujours davantage à des professionnels déjà en sous-effectif. Nous avons tenu pendant la pandémie, les canicules et les crises successives. Nous avons continué à trouver des solutions. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons plus faire comme si cela pouvait durer indéfiniment.

Nous n'en sommes plus à imaginer ce qui se passerait si nous arrêtions : nous avons, à des degrés divers, déjà commencé à arrêter. Des lieux de prévention du VIH ont fermé à Angers et Perpignan. Des services de prévention spécialisée ont disparu dans l'Hérault. À Paris, des places d'accueil de la petite enfance sont menacées. Dans le grand âge, le handicap, la protection de l'enfance ou la lutte contre l'exclusion, des équipes réduisent leurs accompagnements et renoncent à certaines missions. Ce ne sont pas des effets de manche. Ce sont des décisions douloureuses, et des personnes qui doivent chercher ailleurs une réponse, lorsqu'elle existe.

Nous refusons que ces disparitions se poursuivent dans l'indifférence. Il est temps que les responsables publics disent clairement quels accompagnements notre pays entend garantir, avec quels moyens et quelle organisation. Les associations, fondations et mutuelles refusent de décider, faute de ressources, qui sera effectivement accompagné et qui sera laissé à l'abandon.

Des répercussions en chaîne

Car nous ne sommes pas utiles seulement à celles et ceux que nous accompagnons. Une personne âgée privée d'aide à domicile, ce sont aussi des proches contraints de réorganiser leur vie professionnelle. Une crèche qui ferme, ce sont des parents qui peuvent perdre leur possibilité de travailler. Un lieu de prévention qui disparaît, ce sont des dépistages retardés et des risques sanitaires accrus. Un éducateur de rue qui n'intervient plus, ce sont aussi des familles, des écoles et des quartiers privés d'un relais et de la tranquillité publique. Et lorsque l'hébergement ou l'insertion reculent, les conséquences se répercutent sur les collectivités, les entreprises, les services publics et l'ensemble du territoire.

LIRE AUSSI :

- **TRIBUNE - « Entreprises, fondations, salariés, entrepreneurs, investisseurs : engagez-vous durablement aux côtés des associations de terrain »**

Evidemment, la bonne utilisation de l'argent public doit être plus contrôlée que jamais au regard des difficultés budgétaires du pays. Mais aucune économie ne fait disparaître le besoin auquel répond aujourd'hui un accompagnement. Elle conduit bien souvent à reporter la charge financière sur la personne elle-même, ses proches aidants, ou encore un hôpital ou les services d'une collectivité. Nous ne demandons pas d'échapper au débat sur les finances publiques : nous demandons que les conséquences humaines et territoriales des choix soient réellement assumées. Il ne revient pas aux plus fragiles et à celles et ceux qui les accompagnent d'assurer le rééquilibrage des finances publiques.

« Un autre modèle s'installe à bas bruit : à mesure que les réponses collectives solidaires s'affaiblissent, chacun tend à être renvoyé à sa capacité de payer, suivant son lieu de résidence ou la disponibilité de ses proches. »

Les Echos

Leadership & Management

Chaque jeudi, un rendez-vous inspirant sur des questions de leadership et de management. Recevoir la newsletter gratuitement.

En savoir plus



En fait, un autre modèle s'installe à bas bruit : à mesure que les réponses collectives solidaires s'affaiblissent, chacun tend à être renvoyé à sa capacité de payer, suivant son

lieu de résidence ou la disponibilité de ses proches. Le grand âge et la petite enfance en ont déjà donné déjà des signes les plus néfastes.

Vers une faille démocratique

Que l'on ne s'y trompe pas : ne pas donner aux associations les moyens suffisants pour les missions exercées chaque jour et ne pas reconnaître et respecter les professionnel (le) s à la hauteur de leur expertise et de leur utilité sociale traduit un changement d'époque dans le champ des solidarités. Et vouloir effacer l'utilité des associations dans ces secteurs, les réduire à un coût et les remettre en cause continuellement a un sens bien précis qui conduit à une faille démocratique. En cette période électorale, il faut ainsi rappeler que si le vote est l'acte essentiel dans notre République, la vie associative en continu en est la sève.

Les jeunes qui expriment aujourd'hui leurs inquiétudes sur leurs conditions d'études et les inégalités entre territoires posent, eux aussi, le même sujet des promesses collectives et des moyens de les tenir. Si nos mobilisations sont différentes, nous y voyons la même exigence : des droits réels, pas seulement proclamés.

LIRE AUSSI :

- **TRIBUNE - « Nous devons moderniser notre contrat social », par le directeur général d'AXA, Thomas Buberl**

Nous refusons ainsi d'opposer les générations, les fragilités et les territoires. Nous refusons de laisser croire que les solidarités ne concerneraient que ceux qui reçoivent directement un soutien, ponctuel ou pérenne. Les solidarités portées par les associations, c'est ce qui permet à ceux qui en bénéficient d'occuper pleinement leur rôle social, ce qui assure à chacun d'être soutenu lors de la survenue d'une vulnérabilité, ce qui renforce ainsi toute la société pour mieux affronter les mutations en cours.

Aujourd'hui, associations, bénévoles, salariés et employeurs, nous posons la même question : « Et si nous arrêtions vraiment ? »

Notre volonté de poursuivre nos missions est intacte, mais nous refusons désormais de faire croire que nous pourrons toujours continuer ainsi. En réalité, les associations des solidarités et de la santé sont plus grandes qu'elles-mêmes : elles constituent une part essentielle de ce qui nous relie les uns aux autres et c'est cela qui est en jeu si nous disparaissions complètement.

Les signataires de cette tribune sont :

Daniel Goldberg, *Président - UNIOPSS*

Pascal Brice, *Président - FEDERATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITE*

Michèle Baron Quillevere, *Présidente - ANECAMSP - ASSOCIATION NATIONALE DES EQUIPES CONTRIBUANT À L'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE*

Françoise Barré-Sinoussi, *Présidente - SIDACTION*

Amine Benyamina, *Président - ASSOCIATION ADDICTIONS FRANCE*

Christian Berthuy, *Président - FISAF*

Colombe Brossel, *Président - VACANCES OUVERTES*

François Brun, *Président - CNRMS*

Michel Cadot, *Président - FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG*

Lucio Campanile, *Président - UNA - UNION NATIONALE DE L'AIDE, DES SOINS ET DES SERVICES À DOMICILE*

Jean-François Carenco, *Président - COALLIA*

Luc Carvounas, *Président - UNCCAS*

Alain Champeaux, *Président - ASSOCIATION L'ESSOR*

Jean-Baptiste de Chatillon, *Directeur général - APPRENTIS D'AUTEUIL*

Eric Chenut, *Président - FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE*

David Cluzeau, *Président - UDES*

Pierre Coppey*, Président - ASSOCIATION AURORE*

Patricia Coradetti, *Présidente - FEDERATION SANTE ET HABITAT*

Jean-François Corty*, Président - MEDECINS DU MONDE*

Philippe Creppy, *Président - FONDATION LA VIE AU GRAND AIR*

André Cuenca, *Président - CFHE - CONSEIL FRANÇAIS DES PERSONNES HANDICAPEES POUR LES AFFAIRES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES*

Sylvain Cuzent, *Président - MISSION POPULAIRE EVANGELIQUE DE FRANCE*

Marie-Josée Daguin, *Présidente - ADMR*

Tarek Daher, *Président - MOUVEMENT ASSOCIATIF*

Bruno Dandoy *et* ***Franck Briey,*** *Co-présidents - GNDA*

Arnaud de Broca, *Président - COLLECTIF HANDICAPS*

Bruno de Feraudy, *Président - CITES CARITAS*

Thierry Debrand, *Président - FAPIL*

Catherine Delorme, *Présidente - FEDERATION ADDICTION*

Roland Disly, *Président - AIRE - ASSOCIATION DES DITEP*

Jacques Donzé, *Président - FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT*

Jean-Louis Dubois, *Président - LADAPT*

Jean-Louis Duprez, *Président - FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES*

Didier Duriez, *Président - SECOURS CATHOLIQUE CARITAS FRANCE*

Philippe Duverger, *Président - FEDERATION NATIONALE DES ECOLES DES PARENTS ET DES EDUCATEURS*

Claude Ferrer, *Président - UNASSI*

Arié Flack, *Président - OEUVRE DE SECOURS AUX ENFANTS*

Philippe Frigeri, *Président - FEDERATION DES MAISONS D'ACCUEIL HOSPITALIERES*

Jean Gaeremynck, *Président - L'ARCHE EN FRANCE*

Luc Gateau, *Président - UNAPEI*

Anne Géneau, *Présidente - PETITS FRERES DES PAUVRES*

Françoise Gobled, *Présidente - FEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS ET AMIS DES PERSONNES AGEES ET DE LEURS FAMILLES*

Ariel Goldmann, *Président - FONDS SOCIAL JUIF UNIFIE*

Nicolas Guillon, *Président - FNAAFP/CSF*

Monique Guyot-Berni, *Présidente - LA CIMADE*

Michel Haas, *Président - ASSOCIATION MOISSONS NOUVELLES*

Benoît Hamon, *Président - ESS FRANCE*

Marcel Jaeger, *Président - UNAFORIS*

Evanne Jeanne-Rose, *Président - UNION NATIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES*

Eeva Katz, *Présidente - FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES*

Céline Legrain, *Présidente - FEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS POUR LA PETITE ENFANCE*

Frédéric Mallozzi, *Président - VACANCES ET FAMILLES*

Patrick Malphettes, *Président - ADEDOM*

Eric May, *Président - FEDERATION NATIONALE DES CENTRES DE SANTE*

Christine Meignien, *Présidente - FEDERATION FRANCAISE SESAME AUTISME*

Aude Messean, *Présidente - COHABILIS*

Virginie Migeot, *Présidente - FEDERATION PROMOTION SANTE*

Bruno Morel, *Président - EMMAUS FRANCE*

Olivier Morzelle, *Président - ATD QUART MONDE*

Benjamin Nguyen, *Président - ACTION CONTRE LA FAIM*

Olivier Noblecourt, *Président - COLLECTIF ALERTE*

Laurent Pinet, *Président - COORACE*

Alain Raoul, *Président - NEXEM*

Alain Régnier, *Président - FEDERATION SOLIHA*

Alain Ribager, *Président - SYNERGIHP*

Pascale Ribes, *Présidente - APF FRANCE HANDICAP*

Isabelle Richard, *Présidente - FEDERATION DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE*

Olivier Rigault, *Président - UNAFO - UNION PROFESSIONNELLE DU LOGEMENT ACCOMPAGNE*

Jean-Pierre Riso, *Président - FNADEPA*

Christophe Robert, *Délégué général - FONDATION POUR LE LOGEMENT*

Isabelle Rodriguez *et* ***Yohan Vergne****, Co-président/e - ACEPP - ASSOCIATION DES COLLECTIFS ENFANTS PARENTS PROFESSIONNELS*

Jean-Pierre Rosenczveig, *Président - ESPOIR CFDJ*

Pierre Roux, *Président - AD-PA*

Jean Sellier, *Président - FONDATION ANAIS*

Samuel Silene, *Président - GROUPEMENT NATIONAL POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES*

Camille Spire, *Présidente - AIDES*

Jean-Charles Tenreiro, *Président - FONDATION LES DIACONESSES DE REUILLY*

Marielle Thuau, *Présidente - CITOYENS ET JUSTICE*

Tarik Touahria, *Président - FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE FRANCE*

Najat Vallaud-Belkacem, *Présidente - FRANCE TERRE D'ASILE*

Fernand Vanobberghen, *Président - FEDERATION GENERALE DES PEP*

Benjamin Vitel, *Secrétaire national - CFDT SANTE-SOCIAUX*

APPROFONDISSEZ CE SUJET

Interrogez l'Assistant IA des Echos : la seule IA ayant accès à 100% de nos articles

Tribune collective

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Famille | Santé et hôpitaux | Syndicats | Service public | Collèges, Lycées, écoles | Finances Publiques

Les Echos

Publiez votre expertise dans Les Echos

En tant qu'abonné Premium, vous avez accès au Cercle : publiez votre tribune dans Les Echos pour partager vos analyses, affirmer votre vision et nourrir le débat auprès des décideurs économiques.



Je rédige ma tribune